

Regarder la crise en face
Michel Husson, *Politis* n°857, 23 juin 2005

Avec l'éclatement de la crise européenne, les idées les plus saugrenues fleurissent : protectionnisme, coopérations renforcées, voire sortie de l'euro. Ces fausses pistes reposent sur une analyse erronée et permettent de parler d'autre chose que des propositions portées par le « non » de gauche.

La tentation protectionniste est d'abord un aveu, qui montre combien est fragile la croyance béate dans les vertus du libre échange. Elle repose sur une idée fautive, qui fait de la concurrence (faussée ?) des pays à bas salaires la source de tous nos maux. L'Allemagne montre que le problème n'est pas là : le volume de ses exportations a augmenté de 16 % entre 2000 et 2004, alors que sa demande intérieure baissait de 1 %. Ce cas limite illustre la logique moyenne de l'Union européenne : l'excédent commercial fluctue autour de 2 % du PIB, mais l'investissement ne s'est pas redressé, et la croissance poussive a du mal à tirer la productivité et l'emploi.

L'euro sclérose provient donc avant tout de la « modération salariale » imposée un peu partout, et dont l'effet récessif est encore aggravé par le cours trop élevé de l'euro. Certes, il baisse depuis quelques semaines : de 1,30 dollar fin avril, il est passé à 1,25 le 24 mai puis à 1,22 le 10 juin. Mais ce mouvement ne doit pas faire oublier que l'euro ne valait que 0,85 euro au milieu de 2001. En quatre ans, il s'est donc apprécié de 40 %, alors que l'austérité salariale n'aura permis de grappiller que quelques points de compétitivité, au détriment de l'emploi. La meilleure protection est donc d'abandonner ce *mix* monnaie forte/salaires gelés.

Le bilan de l'euro est désastreux pour d'autres raisons encore. Il a, par définition, permis d'oublier les spéculations entre monnaies européennes du début des années quatre-vingt-dix. Mais ce résultat aurait pu être obtenu autrement (par exemple par une taxe Tobin européenne) et ses contreparties sont très coûteuses. Comme l'ajustement par les taux de change n'est plus possible, les différentiels d'inflation importants et durables sont dorénavant exclus, et les ajustements doivent se faire au détriment des variables réelles : salaire et croissance. Tout se passe comme si on avait mis la charrue avant les boeufs, et c'est sans doute le vice fondamental de la construction européenne que d'avoir pris pour acquis son point d'aboutissement, à savoir la formation d'un espace intégré.

Face à cette difficulté réelle, on voit alors s'esquisser deux types de stratégie que l'on pourrait qualifier d'*eurosouverainiste* et d'*altereuropéenne*. La première associe, en proportions variables, sortie de l'euro, protectionnisme et noyau dur, ce qui revient à étendre à un petit nombre de pays la posture souverainiste. Mais c'est une stratégie improbable, comme l'illustrent les délires de Jürgen Habermas (*Libération* du 8 juin) qui s'en remet au couple Schröder-Fischer pour relancer une « coopération renforcée » à huit.

La stratégie altereuropéenne est fondée sur des principes bien différents : une autre gestion de l'euro, la relance du marché intérieur et l'harmonisation à l'échelle de l'Union. La sortie de la crise ne passe pas par un redécoupage de la « bonne » Europe, digne et capable de s'en sortir, mais sur la redéfinition des mécanismes de l'intégration. L'élargissement, par exemple, ne devient un risque que s'il est conçu comme un moyen de démultiplier la mise en concurrence des systèmes sociaux. L'essentiel est ici l'extension du budget européen afin de soutenir une relance coordonnée ainsi que l'harmonisation sociale. Quant à l'euro, il est urgent de mettre en place un système monétaire européen garantissant des taux de change fixes révisables entre la zone euro et les treize pays de l'Union européenne qui n'en font pas partie, et de doter cette monnaie commune d'une politique de change à l'égard du dollar.

Enfin, des critères sociaux de convergence doivent être définis afin de combiner les exigences de l'harmonisation et les réalités nationales contrastées ; seule leur extension au niveau de l'Union peut faire obstacle à la concurrence par le bas. La gauche européenne perdrait son temps à imaginer d'improbables raccourcis permettant de contourner les obstacles à franchir. De cette crise, il faut sortir par le haut, pas par le côté.